



EHPAD DE CHAUNAY ET COUHE : QUEL AVENIR ?

Lors de sa réunion du 6 septembre dernier, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Civraisien en Poitou a pris la décision de faire appel à un cabinet privé pour réaliser un audit financier et organisationnel concernant les Ehpads de Chaunay et Couhé.

Le 11 octobre, en début de séance, les communistes du Sud Vienne sont intervenus pour interpellier le président et les membres du conseil sur le sens de cette démarche, et rappeler que les personnels et les familles des résidents comme la population ont massivement montré qu'ils étaient attachés au maintien des deux Ehpads dans le service public.

En effet, nous rappelons que le maintien des deux établissements dans le service public a pu être obtenu aux termes de neuf mois de lutte et grâce à une pétition de plus de 4000 signataires.

Nous sommes conscients des contraintes auxquelles doivent faire face actuellement les collectivités territoriales et les services publics face au désengagement financier de l'état.

Aujourd'hui, l'utilisation du 49.3 qui, de fait, a mis fin au débat, est la seule réponse du gouvernement à la demande d'un budget de la santé et de la sécurité sociale à la hauteur des besoins croissants de la population.

Notre engagement et notre action portent sur deux points :

- Nous demandons au Conseil Départemental de réévaluer l'aide à l'autonomie, fixée par le point GIR, qui sert de référence pour le calcul des forfaits globaux dépendance des EHPAD, sachant que la Vienne se classe dans les dernières places du classement des départements concernant cette aide. La réévaluation du point GIR permettrait des moyens humains supplémentaires dans chacun des Ehpads. Nous adressons une lettre dans ce sens au Conseil Départemental.
- Nous transmettons un courrier au président de la Communauté de Communes du Civraisien en Poitou pour lui demander d'informer publiquement la population sur le contenu de la lettre de mission et la commande passée auprès de l'organisme privé chargé de l'audit des 2 Ehpads, afin de garantir l'impartialité de l'enquête.

À suivre

Les militants communistes du Sud Vienne